

APN : les «indignés» de la 25^e heure

Ce qu'il y a de cocasse dans l'épidémie des critiques qui atteint l'APN est assurément sa nature tardive. Nos chers députés, habituellement disciplinés face aux propositions de l'exécutif, découvrent, sur le départ, l'hygiène élémentaire de la démocratie. Celle qui consiste à amender et censurer au nom du bien public. Longtemps, ils s'en étaient abstenus, considérant cet impératif primordial de leur rôle comme contraire à leur devoir. Celui qu'ils nomment ainsi et qui n'a jamais été autre chose qu'un euphémisme sémantique pour désigner la servitude.

Investi de la lourde mission d'adopter une batterie de projets de lois organiques, le Parlement algérien se divise tout aussi bien sur des questions de fond que sur des points de détail. Même le clivage traditionnel «majorité-opposition» n'a pas résisté à cet inattendu vent d'indignation. Et l'Alliance présidentielle, incapable d'accorder ses violons, est la première à en faire les frais à travers la désolidarité du MSP.

Point d'orgue du désaccord général auquel est confronté le gouvernement, l'examen de la loi sur les partis. Le sujet, par sa

sensibilité et les enjeux immédiats qu'il implique dans la reconfiguration de l'espace politique et la future représentativité, ne pouvait qu'emporter, dans la tornade de la polémique, tous les anciens consensus sur lesquels se sont bâties les cohabitations si nécessaires au président de la République.

Ceci dit, l'impression qui émane de ce débat houleux est-elle uniquement explicable par le désir des députés de s'affranchir des tutorats des appareils au moment où ils ont le sentiment qu'une période historique est en voie d'achèvement ? Au contraire, est-on simplement en présence d'une ultime mise en scène, destinée à doter d'un semblant de crédibilité un processus de réformes dénoncé de toutes parts ?

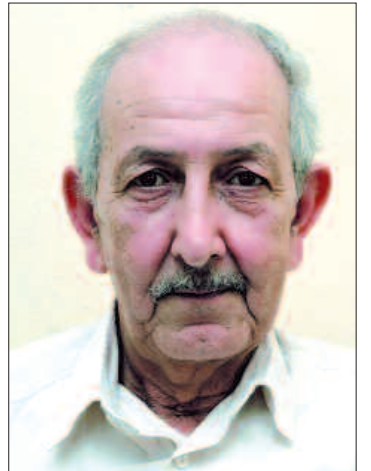
A priori, l'on ne conçoit que difficilement la première hypothèse. Celle qui octroie, comme une révélation de la dernière heure, le scrupule de la conscience face aux graves défis que doit résoudre la démocratie dans le pays. En effet, comment gommer le passé d'une chambre de la claque, faite sur mesure, lorsqu'elle s'adonne à la colère feinte ? Le spectacle est inhabituel et, par voie

de conséquence, sa sincérité douteuse. On l'aura compris, ce qui se joue au Parlement n'est qu'agitation facétieuse sur le thème des libertés dont le commanditaire, «malmené» en apparence, est le pouvoir lui-même ! La ficelle est usée et ne dupe plus personne. Celle qui consiste à encourager, via les chefs organiques, des députés-croupions afin qu'ils s'adonnent à la critique et alimentent une contradiction dans l'unique but de torpiller toute structuration autonome d'un interlocuteur hors institution. Celui qui se revendique du label de la société civile, que l'on interdit, par la force policière, de s'exprimer dans la rue et que craint avant tout le pouvoir.

Qui peut croire, par conséquent, un Parlement légendairement compromis lorsqu'il prétend agir au nom de la société et qu'il s'arroge la compétence d'interlocuteur pour conduire les réformes. En référence à son extraction et ses défaillances par le passé, devait-il d'ailleurs être le destinataire exclusif des lois organiques ?

En somme, l'échec de l'institution législative est notoire pour être encore sollicité et «consulté» sur

des projets aussi décisifs. L'opinion n'a plus besoin de longues explications pour se rendre compte que l'APN ne débat que sur commande. Et que le chahut actuel ne diffère guère des manœuvres du passé sauf que, cette fois-ci, il aborde les thèmes cruciaux qui ne devaient concerner que les futurs mandataires. Par la persistance de son compagnonnage, malgré la crise brutale et quasi-violente qui a ébranlé le pouvoir, l'institution législative ne lui fournit pas seulement une bouée de sauvetage, elle creuse également la tombe des courants politiques dont elle prétend promouvoir leur existence. Étonnamment, l'électeur algérien a commencé à se désintéresser de son acte civique au moment où, non seulement, la fraude des urnes s'est institutionnalisée mais surtout lorsqu'il a pu jauger et juger les élus dans leur quotidien de mandataires. Sans qu'ils soient tous des «ripoux», comme il se dit trivialement, la plupart se révéleront à lui comme de parfaits opportunistes avec, en moins, une solide culture politique. Ceci expliquant cela, si les derniers scrutins ont été sanctionnés par l'abstention massi-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

ve, sait-on que les bases militantes des partis sont désertées pour les mêmes raisons. Or, si en Algérie la démocratie est en panne, la cause se trouve en grande partie dans la praxis d'une élite préfabriquée à l'éthique plus qu'improbable.

Voilà pourquoi il ne semble pas excessif de qualifier ces pseudo-débats de mascarade mortelle à l'avenir. Car depuis quand demande-t-on à des mutants de la politique en voie d'extinction de dire ce que sera le futur de ce pays ?

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Misère ou Miziria, c'est kif ! kif douleur !

Quelle différence entre le programme politique des islamistes tunisiens d'Ennahda et celui des islamistes marocains du PJD ?

La taille du bikini !

Ainsi donc, les députés veulent aussi nous interdire de parler français. En fait, ils veulent interdire l'usage du français aux partis politiques, ce qui, au fond, ne nous y trompons pas, revient à la même chose. Ils ont raison, les bougres de mal-élus ! S'il y avait encore un truc à nous interdire, c'était ça, la parole. Ils s'y attellent donc ! Avec ce zèle qui leur est si particulier. Surtout lorsqu'il s'agit de restreindre encore l'espace des libertés, diminuer un peu plus les réserves d'oxygène et nous fourrer encore vivants dans des cercueils en attente d'incinération. Le fait même qu'en ces moments de crise mondiale, de printemps arabes qui virent aux hivers sanglants, de cohortes citoyennes en quête de quelque pitance dans les décharges publiques, d'hôpitaux mouroirs, de cancéreux littéralement euthanasiés par des agendas de rendez-vous kafkaïens, c'était celle-là l'urgence et pas une autre, celle de nous faire parler arabe, et surtout pas français ou anglais. La mal-vie en arabe doit être plus supportable, dans cette logique «APNéique».

Abdallah Q'Bili, le jeune avocat au chômage, aurait peut-être différé son immolation par le feu si les responsables de l'emploi lui avaient dit «dégage !» en arabe, n'est-ce pas ? La violence faite aux femmes aurait été plus «douce» si les frappeurs avaient accompagné leurs coups et leur maltraitance de phrases en arabe, yek ? En vérité, le fait même de savoir que des mecs et des nanas sont payés, vachement bien payés juste pour décider dans quelle langue nous devons vivre le calvaire m'insupporte au plus haut point. Pourquoi devrais-je, avec mes impôts, rétribuer des «élus» qui gambergent sur la seule langue autorisée dans notre galère quotidienne ? J'assimile cette situation abracadabrante à un crime économique. Le député qui touche un salaire pour ne proférer que de telles insanités me vole, moi, Hakim Laâlam, contribuable algérien affilié au régime normal des salariés imposables et saigné par un IRG féroce. C'est du vol ! Et je peux le dire, le redire et le redire encore en arabe, en tamazight, en français, en anglais, en espagnol, en italien, en javanais ou en peuhle ! Du vol caractérisé ! Pis, un cambriolage, un casse en plein jour dans le magasin de nos priorités. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.